



## COMMUNIQUE DE PRESSE

A Rennes, le 16 juillet 2019

### Stop aux pesticides sur les bassins-versants d'eau potable

*Que l'on donne une seule et bonne raison pour les générations futures de continuer à autoriser les pesticides sur les bassins versants des réserves d'eau potable.*

Nos associations lancent un appel aux élus du pays de Rennes (communes, métropole, syndicats) et d'ailleurs, à interdire les pesticides sur les aires d'alimentation des points de captage d'eau potable.

Citoyens et associations constatent, chaque jour avec un peu plus d'amertume, la gravité et l'urgence des enjeux environnementaux et sanitaires (pollution de notre eau, nos sols, notre air). Les politiques publiques actuelles n'ayant pas été suffisamment ambitieuses, ne répondent plus aujourd'hui qu'aux intérêts d'une minorité et desservent l'intérêt général.

#### Des initiatives qui ne demandent qu'à être amplifiées

Heureusement, des citoyens, des paysans, des associations et des collectivités territoriales sont déjà en action et portent la transition sur leur territoire. Sans être exhaustif :

- l'interdiction d'épandre des pesticides à moins de 150 m des habitations sur la commune de Langouët déjà soutenu par des centaines de milliers de personnes
- la condamnation de l'État en juin 2019 par les associations pour ne pas avoir protégé les riverains face à ces épandages de pesticides,
- la montée en puissance du mouvement « nous voulons des coquelicots ! »
- Mais aussi les conversions toujours plus nombreuses vers une agriculture biologique, le développement des circuits de proximité, la consommation de produits de meilleure qualité, moins transformés...

L'arrêt des pesticides sur les bassins-versants est le préalable indispensable pour répondre aux enjeux de santé publique, environnementaux, climatiques, alimentaire et de biodiversité.

#### Pour une expérimentation sans pesticides sur le bassin-versant de la Chèze-Canut !

*C'est pourquoi nos associations demandent qu'une expérimentation soit menée sur le bassin-versant de la Chèze-Canut. En effet, il représente 33 % des besoins en eau potable des 440.000 habitants de la métropole rennaise. Du fait d'une surface très réduite (63 km<sup>2</sup>) il permettrait d'atteindre des objectifs concrets et rapides en impliquant l'ensemble des acteurs du territoire.*

Nos associations proposent que cette expérimentation se traduise par un plan d'action volontariste et réglementaire pour répondre en 6 volets à ces enjeux santé - climat - alimentation - biodiversité - économie

1. **Volet système de production agricole** : Conversion vers l'agriculture biologique par un accompagnement des agriculteurs

2. **Volet restauration de la trame bocagère et hydraulique** : aménagement foncier à objectifs environnementaux sur la base de la [charte de l'Arbre Indispensable](#)
3. **Volet alimentaire** : Valorisation des produits agricoles via des engagements de la collectivité, permettant une juste rémunération des paysans
4. **Volet foncier** : soutien aux installations et reprises d'exploitation pour des projets agricoles à forte valeur ajoutée environnementale, sociale et territoriale
5. **Volet financier** : Mobilisation des financements publics (fonds européens, aides agricoles et environnementales...) au bénéfice de cette transition
6. **Volet animation/formation/recherche** : Un tel projet de territoire nécessite une animation et une coordination pour permettre une vision globale et non-sectorisée de l'aménagement du territoire. Cette démarche servira de support de formation pour l'enseignement agricole, agents des collectivités, étudiants...

Il convient d'affirmer avec force, qu'il ne peut y avoir de reconquête de la qualité des eaux bretonnes et de la lutte contre le changement climatique sans une réorientation en profondeur du système agricole et alimentaire. Prétendre lutter successivement et séparément contre chacune de ces atteintes à l'environnement revient à s'épuiser financièrement pour des résultats modestes et hors de proportion avec les budgets engloutis.

Nos associations sont prêtes à s'investir dans ce projet et invitent les élus et politiques à venir les rencontrer pour échanger.